

L'école : la fabrique des abrutis



Peut-être cette information vous a-t-elle échappé mais elle vaut pourtant son pesant de cacahuètes.

Elle concerne l'apprentissage de la lecture par les enfants.

Le 23 février 2023, Louis Maurin, le responsable de « l'Observatoire des inégalités », regrette, dans une tribune que « *près de la moitié des parents diplômés de l'enseignement supérieur apprennent à lire à leurs enfants avant le primaire* ». Il en conclut que cela accentuerait les inégalités sociales.

En effet, lorsque les enfants débutent l'école, certains ont déjà des connaissances et un vocabulaire que les autres n'ont pas. C'est donc, pour lui, injuste et ne permet pas l'égalité entre les enfants.

Dans un esprit égalitaire, on pourrait imaginer qu'il conviendrait de retirer tous les enfants à leur famille et les confier à l'État qui serait garant de leur assurer les mêmes conditions de départ, gage de leur égalité au moment de démarrer l'école.

Vous l'aurez compris cette solution n'a heureusement aucune chance de voir le jour.

Plus sérieusement, un esprit logique et voulant « lutter contre les inégalités sociales » déduirait de l'affirmation de Louis Maurin qu'il faut trouver des moyens pour aider les enfants des milieux les moins favorisés à acquérir les connaissances et le vocabulaire qui leur manquent, avant d'aller à l'école.

Or, curieusement, Louis Maurin rejette cette solution car cela demanderait « *des moyens considérables, pour des effets incertains* ».

Mais alors, comment faire ?

La solution de Louis Maurin est stupéfiante.

Tenez-vous bien. Pour lui la solution consiste à « *repousser d'un an l'âge d'apprentissage de la lecture à l'école* ».

Pour Louis Maurin, la solution est donc de... **retarder tous les élèves** pour l'apprentissage de la lecture. Cette mesure serait égalitaire.

En fait, cette solution c'est l'instauration de la médiocrité et de l'ignorance pour tous.

Je suis sûr que certains lecteurs penseront que ce que je viens d'écrire est une mauvaise blague.

Mais non, c'est la stricte vérité et la triste réalité de notre école livrée à des pédagogistes fous qui la détruisent depuis des décennies et « forment » des élèves dont le niveau ne cesse de s'effondrer.

Deux faits en attestent :

- La France est maintenant au 25e rang du classement international PISA, au niveau de la Roumanie, pour le niveau en mathématiques et en français
- En juin 2022, au bac technique, 30 % des candidats de l'épreuve de français ont rendu copie blanche car il

ne comprenaient pas le mot « ludique » qui figurait dans le sujet.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Qu'est-ce qui explique cet effondrement de notre appareil éducatif ?

Pour répondre à ces questions, il faut remonter quelques dizaines d'années en arrière. Juste au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

On notera au passage que l'on ne parlait pas d'Éducation nationale mais d'Instruction publique.

Ce n'est pas un détail.

L'éducation, c'est l'affaire des parents. L'instruction, c'est l'affaire de l'État.

C'est lorsqu'on mélange les deux, instruire et éduquer, que surviennent les problèmes. Or justement l'Éducation nationale aujourd'hui mélange les deux. Nous y reviendrons plus loin.

En 1945, le rapport Langevin-Wallon (2 communistes) fut publié. Ce fut un tournant historique, au plein sens du terme, qui allait se traduire par un changement de paradigme en matière d'éducation.

Auparavant, la conception était le mérite et l'excellence.

Quelle que soit votre origine, si vous obteniez de bons résultats, vous obteniez au final des emplois en relation avec vos compétences. Et cela était bien logique.

Les républicains avaient bien compris que c'est la méritocratie qui avait tué la monarchie, elle qui accordait les postes prestigieux à ceux qui avaient une certaine origine. Les autres étant condamnés aux emplois subalternes, même s'ils avaient de grands mérites.

Il faut également avoir à l'esprit que depuis sa création jusqu'en 1945 le bac n'est obtenu que par 2 à 3 % des candidats. C'était donc un diplôme prestigieux.

En 1945 le rapport Langevin-Wallon va changer deux choses :

- l'Instruction publique perd son nom qui va s'appeler « Éducation nationale ».
- la « démocratisation de l'enseignement et la réduction des inégalités » deviennent les principes directeurs de l'école et non plus la transmission du savoir.

Comme d'habitude, les bons sentiments affichés ne font une bonne politique.

Tout d'abord avec l'obsession de la réduction de inégalités (l'inclusion aujourd'hui) on a provoqué l'effondrement du niveau scolaire.

Cet effondrement est mauvais pour les bons élèves, mais il est mortel pour les moyens et les faibles qui sont condamnés par ce système.

Puis, s'ajouta à tout cela le slogan « 80 % de réussite au bac », initié par Chevènement, pourcentage qui depuis n'a cessé d'augmenter pour arriver à près de 98 % de nos jours, tuant de facto la valeur de ce diplôme qui est le 1^{er} diplôme de l'enseignement supérieur, donnant automatiquement accès à l'université.

Ces pourcentages extravagants étant obtenus à coup de directives ministérielles obligeant les enseignants à surnoter honteusement les copies des candidats.

Enfin, dernière trouvaille du ministre Blanquer (à la fin du 1^{er} quinquennat de Macron) : instaurer l'oral au bac... puisque les élèves ne savent plus s'exprimer par écrit.

Les premières remontées de cette épreuve ont montré que la

plupart des élèves sont incapables de bâtir un raisonnement simple étayé par des connaissances basiques.

Nous sommes donc arrivés à la fin d'un processus de destruction de l'école et de l'enseignement.

Pour couronner le tout, il y a de nombreuses années, la « gauche » a inventé la « discrimination positive ».

Des places, hors filière de recrutement normal, sont réservées à la « diversité » par exemple dans les grandes écoles (HEC, Sciences Po, l'ex-ENA...).

Ce qui pose un sérieux problème.

- La discrimination, même positive, reste de la discrimination contre laquelle ils prétendent lutter.
- En favorisant certains, du fait de leurs origines, ils adoptent une position qui est à l'opposé des « valeurs » dont ils se réclament.

Dans le cas d'espèce, il s'agit donc d'une conception authentiquement « anti-républicaine ».

En effet, la discrimination positive accorde des privilèges à des élèves du fait de leurs origines.

Les postes en fonction de l'origine, vous vous souvenez ? C'était le principe que défendait et pratiquait la monarchie, contre lequel s'étaient élevés les révolutionnaires de 1789.

Aujourd'hui, au nom de la République, on pratique l'inverse d'un de ses principes fondamentaux.

Au nom de la République et de l'égalité, nos bien-pensants mettent en œuvre les principes qui étaient ceux de la monarchie contre lesquels la Révolution a eu lieu.

Au début de cet article je soulignais qu'il était dramatique

de mélanger « éducation » et « instruction ». C'est pourtant ce que fait l'État avec l'enseignement actuel.

Au lieu d'apprendre aux enfants à lire, écrire et compter, l'État se fixe pour objectif de faire de ceux qui passent entre ses mains de « bons citoyens », ayant les bonnes idées et le bon profil. Ce qu'ils appellent posséder les « valeurs de la République ».

C'est pour cela que les élèves sont soumis à un matraquage idéologique délirant, depuis le plus jeune âge, avec l'aide des associations et minorités qui viennent délivrer aux élèves tous les messages de la bien-pensance.

Ainsi, les SOS-Racisme, immigrationnistes et autres LGBTQIA+ ont porte ouverte dans les écoles et y intoxiquent à longueur d'année les élèves.

Au final, on a des enfants qui ne savent ni lire, ni écrire, ni compter, ne connaissent pas les grands personnages de notre histoire, ignorent les grands auteurs et leurs œuvres. Bref, ils n'ont aucune culture générale, aucune capacité à analyser de manière critique le moindre événement.

Par contre ils répètent tous comme des perroquets qu'il faut « sauver la planète ». Ils savent ce qu'il faut manger. Et sont incollables sur les droits des minorités sexuelles.

Sans oublier les criminelles initiatives qui favorisent les interrogations sur le changement de sexe pour des gamins qui à leur âge devraient être plus préoccupés de jouer aux billes ou à la poupée, selon leur sexe.

Lorsqu'on fait la somme de tous ces éléments, on ne peut qu'être horrifié de ce qu'est devenue l'école sous l'heureuse influence de la gauche et des bien-pensants, avec la complicité active de tous les gouvernements depuis des décennies ainsi que du corps enseignant qui a cette occasion y a perdu son âme.

Qu'ils sont loin les « hussards de la République » ...

Pour terminer, je rappellerais ce que j'écrivais hier s'agissant du rôle de la jeunesse apparue dans la manifestation de jeudi contre les retraites et qui était absente jusque-là.

«Tous les observateurs ont relevé qu'ils se sont livrés principalement à la mise à feu de multiples tas de poubelles. Certains foyers ayant d'ailleurs commencé à propager le feu à des bâtiments dans lesquels se trouvaient des habitants.

Ces jeunes, manifestement, se moquaient totalement des conséquences de leurs actes absolument irresponsables.

Certains ont même été filmés en train d'empêcher les pompiers d'éteindre ces incendies. »

(...)

«Une jeunesse débile, irresponsable et capable sans état d'âme des pires comportements et exactions.»

Cela vous étonne ? Vous vous demandez comment s'expliquent de tels comportements ?

Alors sachez qu'un professeur de physique dans un lycée a posé le problème suivant à ses élèves :

«Avec quelle force arrive une boule de pétanque lancée sur la tête d'un policier ?»

Et certains s'étonneront que cette jeunesse soit **«débile, irresponsable et capable sans état d'âme des pires comportements»** ?

Ce que la gauche a fait de l'école, et à la jeunesse, avec la complicité des enseignants et tous les gouvernements depuis plus de 40 ans, est le pire crime qui soit.

Ce crime est et restera impardonnable.

Bernard GERMAIN